

Y a-t-il une seule mosquée qui ne brouille pas l'écoute des RG ?



Contrepèterie mise à part, dans ce contexte répétitif d'égorgements par les couteaux d'Allah, les pieds nickelés des RG à la DGSI, en charge du renseignement, doivent plus que jamais craindre pour leurs attributs régaliens.

C'était au temps où Macron créait son état-major permanent pour le renseignement et la lutte antiterroriste.

Au temps où le duo de choc à l'intérieur, Castaner et Nunez, intronisait le petit Nicolas Lerber à la Direction générale du service intérieur.



Rappelons que la DGSI « est chargée, sur l'ensemble du territoire, de rechercher, de centraliser et d'exploiter le renseignement intéressant la sécurité nationale ou les intérêts fondamentaux de la Nation ».

C'était au temps où dans son rapport 2018, la DGSI constatait

ce que Riposte laïque s'évertue à dénoncer depuis 2007, entre autres que :

- « l'islam fondamentaliste atteint en France un seuil critique d'influence qui fait désormais peser un véritable danger sur la vie démocratique de la nation,
- les réseaux islamistes ont investi un ensemble de champs et d'institutions leur permettant de fabriquer des individus dont la vision du monde est étrangère au legs de l'héritage politico-culturel français,
- le risque ultime que font peser les quatre mouvements islamistes les plus actifs – Frères musulmans, salafistes, tabligh, turcs – est l'avènement d'une contre-société sur le territoire national ».

Notons que dans ce rapport, la DGSI, en appelant à « la nécessité d'une prise de conscience collective », avait analysé la poussée de « *l'islam turc par le gouvernement autoritaire du Président Erdogan, en pleine recherche de puissance, et décidé à conquérir l'Occident* ».

D'une actualité implacable !

<http://www.profession-gendarme.com/rapport-2018-de-la-dgsi/>



Ce rapport nous confirme que la gouvernance Macron savait l'étendue de la menace.

Mais qu'en toute connaissance de cause, elle n'a pas voulu intensifier la recherche de renseignements ni prendre les

mesures coercitives indispensables contre les ennemis de la Nation.

Pour preuve le nombre de signalements enregistrés au FSPRT, fichier des signalements pour la prévention et la radicalisation, relevé par le rapport de la Cour des comptes sur les moyens de la lutte contre le terrorisme, publié en mai 2020.

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-07/20200715-rapport-moyens-lutte-contre-terrorisme.pdf>

Tableau n° 57 : nombre de signalements enregistrés dans le FSPRT depuis 2015

	Signalements CNAPR	Signalements préfectoraux	Signalements des services de renseignement	Total
2015	2 274	2 541	3 414	8 229
2016	1 368	2 784	1 653	5 805
2017	814	1 922	1 153	3 889
2018	413	1 163	787	2 363
2019	206	758	377	1 341

Source : DGPN.

Qui prouve qu'au moment où « l'islam fondamentaliste » accélère son emprise sur la société française, les inscriptions à ce fichier s'effondrent à partir de 2018 avec la création par Macron de son état-major permanent pour le renseignement et la lutte antiterroriste.

Ce qui interroge sur :

- l'absence de volonté de la gouvernance Macron à traiter en urgence cette dérive fondamentaliste,
- la carence de la DGSI à obtenir, entre autres par ses écoutes, les renseignements nécessaires au traitement de la menace.

Et particulièrement au repérage des imams qui prêchent la haine de la France et de son peuple et fabriquent ou galvanisent les fous d'Allah qui décapitent, égorgent, écrasent et surinent.

Alors la question se pose. Combien de mosquées utilisent-elles le brouillage, en toute illégalité, pour empêcher la recherche de renseignements par la DGSI ?

Car il semble de notoriété publique, selon un négociant, que

« le plus gros du marché des brouilleurs de téléphone en France, ce sont les mosquées », pour empêcher l'enregistrement des prêches islamiques.

Ainsi cette société qui affirme disposer « d'un savoir-faire reconnu dans le domaine des solutions de brouillage des ondes radioélectriques (GSM, DCS, GPS, Wifi...) », efficace pour les fidèles qui « souhaitent se recueillir dans le calme... au sein des lieux de culte (églises, synagogues, mosquées, temples...) ».

Tout en avertissant que l'usage de ces brouilleurs est « prohibé sauf pour les besoins de l'ordre public, de la défense et de la sécurité nationale, ou du service public de la justice. »

<http://www.jammer-telecom.com>

Et pour mémoire, la fermeture de la mosquée Rahma à Torcy en 2017 où priaient certains fidèles armés et radicalisés.

Où un brouilleur de téléphones portables et de radios avait été installé dans son enceinte.

Confirmé par un infiltré de la DGSI : « Un brouilleur, c'est louche. C'est délibéré. Ils sont méfiants.

Quand tu entres là-dedans à 5 heures du matin pour la première prière, qu'il y a trente mecs qui te regardent et ne te connaissent pas, t'as une boule au bide ».

<https://www.leparisien.fr/seine-et-marne-77/torcy-les-confidences-des-infiltrés-de-la-dgsi-dans-l-ex-mosquee-salafiste-05-06-2019-8086821.php>

La situation est donc gravement métastasée par l'islam fondamentaliste qui a atteint un seuil critique d'influence. Les croyants d'Allah sont à l'évidence un danger pour la Nation.

Car leur but est bien de faire de la France une république islamique, en amplifiant la terreur, par tous moyens, y compris médiatiques et internet.

Tableau n° 39 : détenus terroristes ou radicalisés sortis depuis 2018 et prévisions de sortie 2020 - 2022

	Détenus terroristes (TIS)	dont procédure criminelle	Détenus radicalisés (RAD)	dont procédure criminelle	Total
2018	110	35	865	ND	975
2019	71	22	849	87	920
2020	45	3	320	20	365
2021	57	4	119	26	176
2022	45	9	59	11	104
Total	328	73	2 212	144	2 540

Source : Direction de l'Administration pénitentiaire au 10 janvier 2020.

Alors on se demande comment la gouvernance Macron laisse remettre dans la nature plus de 2 500 détenus terroristes et radicalisés entre 2018 et 2022, sans prendre aucune mesure de sauvegarde pour protéger le peuple.

Malgré l'enchaînement des actes quotidiens de terreur et de guerre, la gouvernance Macron n'a toujours pas compris l'urgence et la profondeur de la riposte à mener pour éradiquer l'islam fondamentaliste.

Car Macron, qui a déjà beaucoup trop de sang sur les mains, se retranche avec sa clique « droit-de-l'homme » derrière notre État de droit que nos ennemis surine au fil du temps pour nous imposer la charia.

Que Macron comprenne bien et ne prenne pas à la légère la prophétie du calife Erdogan :

« Grâce à vos lois démocratiques, nous vous envahirons. Grâce à nos lois religieuses, nous vous dominerons ».

Alain Lussay